

« L'Anarchiste
est la plus haute
expression de l'or-
dre. »
(Elisée Reclus.)

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

RAMASSIS DE GENS « D'ORDRE »

LE R.P.F. l'emporte et le journal gaulliste de Jacques Desrèe « Ce Matin-Le Pays » pouvait, lundi dernier, annoncer en manchette : Les 121 élus R.P.F. et les indépendants « auront la majorité absolue ».

Cette majorité absolue — qui doit réunir 151 conseillers — est contestée au R.P.F. par les autres partis, mais on ne peut nier une nette victoire gaulliste, et les pronostics que faisait « Le Libéraire » la semaine passée sur les conséquences de ce fait politique peuvent être maintenus. Nul doute qu'il y aura du tirage entre l'Assemblée Nationale et le nouveau Sénat avec pour conséquence une affirmation du pouvoir gouvernemental.

Le fait social qui importe pour nous est le succès gaulliste et nous savons ce qu'un tel fait implique, malgré les dénégations de M. Malraux, qui prétend faire la distinction entre les ouvriers français et le Kominform.

Aucun épicière n'empêchera que les révolutionnaires soient assimilés aux communistes, aux « séparatistes », aux « agents de l'étranger ».

Le R.P.F. veut de « l'ordre », et cet ordre, que ce soit en France, en Allemagne, en Russie, en Espagne ou aux Etats-Unis, ne s'est jamais traduit autrement que par un plus fort contingent de policiers et de gardiens de prison.

L'ordre existait, certes. Ce sera celui du général de Gaulle, du général Corniglion-Molinier, de l'homme de loi Henry Torrès, de la mère-lapin Marcelle Devaud, de l'officier de commandos Ary Hemett, du renégat socialiste Alessandri, tous patriotes, à la manière des Versaillais. En un mot, l'ordre d'une bourgeoisie de choc, courageuse (nous ne sommes pas de ceux qui taxons l'adversaire de lâcheté) mais impitoyable, mais rétrograde, et contre laquelle il faudra se durcir et serrer les poings.

La pourriture S. F. I. O.

LES nouvelles lois sclérantes qui sont proposées contre les mouvements ouvriers, et qui sont d'origine ou d'inspiration socialiste, sont une preuve de plus de la conséquence de l'exercice du pouvoir. Lorsque Marx et ses amis du Conseil de la Première Internationale proposèrent l'emploi du Parlement pour réaliser la Révolution sociale, l'opposition de nos prédecesseurs se basa surtout sur le danger du socialisme d'Etat, de l'étatisation de la vie sociale, de l'apparition d'un nouveau mode de despotisme et d'exploitation de

l'homme par l'homme. Mais on n'alla pas jusqu'à prévoir l'abîme de déchéance dans lequel pouvaient tomber ceux des socialistes qui prenaient ce chemin.

Il existait encore un esprit révolutionnaire chez les socialistes. L'action parlementaire devait être le complément de l'action multiple développée dans la rue, dans les syndicats, dans les coopératives, etc. Elle n'était pas l'axe, le but essentiel, le moteur de l'activité du parti socialiste. Mais elle ne devait pas tarder à le devenir. Les buts économiques, la collaboration avec les partis bourgeois, la participation au pouvoir, après, en France, les déceptions retentissantes de Briand, Millerand, de Viviani, allaient enlever au parti tout ce qu'il avait, au début, de caractère ouvrier.

Il y a belle lurette que la S.F.I.O. n'a rien à voir avec le socialisme. Sa lutte contre la bourgeoisie s'est atténuée à mesure qu'augmentait le nombre de ses conseillers municipaux, de ses députés, de ses ministres, de ses sénateurs. Son caractère révolutionnaire s'est érodé, et il n'a gardé d'énergie que pour écarter les mouvements ouvriers.

Les socialistes allemands n'osent pas, après la chute des Hohenzollern, faire la révolution, ni même accompagner le mouvement révolutionnaire né avec les Soviets de Berlin, de Stettin, de Bayreuth et d'ailleurs. Bien au contraire : ils commencent par saboter ces mouvements, puis le socialiste Noske, ministre de la guerre, avec, derrière lui, le socialiste Ebert, président de la République et Scheidemann, leader écouté du parti, et le parti lui-même, écrasa l'insurrection des Spartakistes, dont les aspirations pouvaient ne pas être tout à fait les nôtres — quoique, sur bien des points, Rosa Luxembourg ne divergeait pas des postulats anarchistes —, mais étaient au moins sincèrement révolutionnaires, et supposaient la fin du capitalisme en Allemagne.

Les mêmes socialistes gouvernementaux eurent l'énergie suffisante pour assassiner Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg. Mais ils avaient laissé Guillaume II s'enfuir, et ils respectèrent les Hindenburg, les Ludendorff, les Krupp, tous les responsables des malheurs du peuple allemand.

C'étaient, nous disait-on, les socialistes du kaiser. Mais aujourd'hui, nous avons en France les socialistes de Blum qui ne valent pas mieux que ceux du kaiser. Nous avons un Noske en la personne de Jules Moch, qui a mené avec une passion de stratège la lutte contre les travailleurs en lançant ses divisions de chiens de garde, en faisant donner l'infanterie, l'artillerie, les C.R.S., la gendarmerie, et qui a eu le bonheur ineffable d'écraser une grève formidable.

Ah ! ces gens-là n'ont pas eu le courage d'agir au lendemain de ce

Les Organisateurs de la défaite

Lest encore et toujours nécessaire de dénoncer un mythe qui demeure puissant, et qui, en raison de son caractère irraisonné, échappe aux conséquences des expériences pourtant nombreuses qui toutes concluent contre lui.

Ce mythe, c'est celui du caractère révolutionnaire du parti communiste. Confuse, sentimentale, acquiescente comme un vieux réflexe, héritière de formules parlementaires, l'idée que le parti communiste est le parti « le plus à gauche », est encore admise par de nombreux travailleurs.

La force de cette illusion collective ne provient certes pas de la somme des respects que provoquent individuellement les militants stalinien. Petits et grands, ils sont profondément bureaucratisés et leur mode de vie tend à ressembler de plus en plus à celui des cadres réformistes et social-démocrates d'autrefois. Les « penseurs » staliniens eux non plus, ne peuvent prétendre « en imposer ». Les plus intelligents et les plus habiles d'entre eux n'arrivent pas à dépasser la moyenne des intellectuels bourgeois, et leur supériorité en matière de critique sociale envers l'Occident décadent se trouve équilibrée par leur myopie ou leur aveuglement volontaire pour tout ce qui a trait aux problèmes que pose l'au-delà du capitalisme.

Il faut donc reconnaître que ce qui auréole encore l'organisation stalinienne en France, c'est, d'une part, son habileté à exploiter les mécontentements sociaux sans concurrents disposant de moyens de propagande et d'agitation aussi puissants, et d'autre part, le souvenir confus de la révolution russe, assimilée grâce à un remarquable effort de mimétisme propagandiste au régime de Joseph Staline.

Et pourtant, le froid examen des faits répond sans doute à ces illusions. Le parti communiste français n'est pas un parti prolétarien, n'est pas un parti révolutionnaire, n'est pas plus à gauche qu'à droite. C'est un appareil créé, utilisé et dirigé par l'impérialisme russe.

Nous qui sommes matérialistes, et qui préférons — encore que ce soit parfois bien dur — la vérité aux croyances, il (Suite page 2, col. 2.)

La grève des mineurs

VERS DE NOUVELLES VICTOIRES

AU moment où nous écrivons ces lignes, l'ensemble des informations qui parviennent de diverses sources semble indiquer que les partisans de la reprise du travail chez les mineurs, sont de plus en plus nombreux. Il nous est pénible de penser à une défaite, car les travailleurs qui se sont battus si courageusement, ne la méritent pas. Mais, même si celle-ci devait être un fait, même si les bulletins de victoire du Ministère de l'Intérieur devaient signifier la reprise du dernier gréviste, nous croyons que, si les mineurs savent tirer de cet épisode de la guerre sociale qui continue, les leçons nécessaires et appliquer dans l'avenir les conclusions auxquelles elles conduisent, les mineurs n'auront pas lutté en vain, et leur sacrifice actuel sera le prélude de nouvelles victoires.

LES NATIONALISATIONS

La première leçon de ce combat est le mal funeste des nationalisations. Nous les avons toujours combattues, en leur opposant la socialisation par les travailleurs eux-mêmes. Car, dans les nationalisations, ce ne sont pas les travailleurs qui sont les maîtres de la mine, de l'usine, de moyens de transport : c'est le Gouvernement, c'est l'Etat.

Et les mineurs ont pu voir, pratiquement, à quoi cela conduisait. Nous avons dit, et nous répétons qu'il est plus difficile de lutter contre l'Etat-patron que contre le patron privé. Car l'Etat-patron dispose de la police, de l'armée, de toutes les forces de répression qu'il met aussitôt en branle contre les travailleurs. Et vaincre ce bloc formidable est infiniment plus difficile que vaincre le bloc patronal, et les trusts eux-mêmes.

Le patron, ou les patrons isolés, n'ont pas toujours l'appui de l'Etat. Du moins, ils ne l'ont jamais aussi complètement. Il arrive même qu'ils ne l'ont pas, comme on l'a vu pendant l'occu-

pation des usines en juin 1936. Les socialistes, alors appelés au pouvoir, donnèrent raison aux travailleurs contre le patronat. Les socialistes, aujourd'hui à la tête de l'Etat-patron, leur ont donné tort.

Ce fut donc une erreur terrible que d'avoir considéré la nationalisation des mines comme un pas vers l'émancipation des mineurs. Ceux qui ont prononcé, les stalinien qui protestent aujourd'hui contre l'Etat-patron, comme s'ils n'en étaient pas les partisans les plus fanatiques, les socialistes, les syndicalistes réformistes, tous les fabricants de cette camisole de force du prolétariat savaient très bien où cela menait. Mais chacun a pensé en être le bénéficiaire, par les postes qu'il pourrait conquérir dans la haute administration, chacun a pensé faire « sa »

révolution au sein de la bureaucratie de l'Etat.

Il reste aux travailleurs à faire la leur.

LE PARTI STALINIE

Il leur reste aussi à se libérer de l'emprise des partis. Il est trop vrai que le parti stalinien, dit communiste, qui tient en main aujourd'hui, par tous ses militants avoués et non avoués, par des travailleurs révolutionnaires sincères qui ne comprennent pas le jeu auquel ils se prêtent, et par des coquins à l'affût de futures sinécures qui leur permettent de lâcher le pic et la pelle, il est trop vrai que ce parti a exploité et exploite les justes revendications des travailleurs pour faire le jeu impérialiste de Staline.

(Suite page 4, col. 2.)

L'affaire Seznec

Autour du vicillard libéré l'atmosphère de drame continue. Drames familiaux, drames de consciences, que sais-je. La presse à grand spectacle se vautre dans la lie qui baigne cette cause célèbre. Nous n'avons pas l'habitude d'entretenir nos lecteurs des comportements plus ou moins équivoques de la clientèle des Cours d'assises. Mais l'affaire Seznec débordait le cadre du fait divers crapuleux. Un peu de la boue remuée a éclaboussé les robes rouges des magistrats qui se sont passés de mains en mains le malheureux enfin libéré après vingt-trois années de bagne.

L'affaire Seznec ! Beaucoup d'entre nous se trouvent reportés de vingt ans en arrière. L'assassinat du conseiller gé-

néral Quémeur. L'instruction laborieuse. Le procès entouré d'une atmosphère trouble. La campagne de la Ligue des Droits de l'Homme. Le juge Hervé dressant sa maigre silhouette noire dans les arrières-salles des bistros, des cafés populaires. Des hommes politiques, des personnalités prennent position pour le gâchis. Toute l'avant-garde de la pensée libre se ruant à Wagram. Cette atmosphère de mauvais mélodrame : coup de feu dans la nuit, digression sur une machine à écrire, menace au juge l'envoyé, le défenseur acharné de Seznec menacé d'internement, les dénonciateurs anonymes. Et puis, malgré le doute, la condamnation, le départ du bagnard suivi du silence égoïste des hommes à peine troublés de temps à autre par les efforts désespérés de la fille du condamné, acharnée à exiger de la justice, une impossible révision qui aurait été un camouflet à son omnipotence.

Vingt ans ont passé. L'homme est revenu, volé, blanchi, cassé. Le drame familial a encore tassé le vieux chêne battu par les orages d'une vie de réprobation.

Et d'étranges bruits circulent ! Une pièce importante jointe au dossier de Plourvo, disparue en 1924 au cours de son transfert au parquet de Quimper, serait retrouvée. Le fait nouveau exigé par la loi pour reviser le procès va être communiqué aux magistrats.

Le procureur de Quimper dément. Pas de fait nouveau nous dit-on. Pas de révision en perspective. La magistrature défend son crime.

Etrange affaire en vérité que cette affaire criminelle dont la victime, un conseiller général, est en rapport avec toute « la bonne société » de l'endroit.

Etrange instruction : des dossiers perdus, des auditions de témoins négligées, des alibis contestés et contestables, le tout entouré par une atmosphère lourde de suspicion, de mystère, atmosphère provinciale outaée de silence.

(Suite page 4, col. 3.)

Le Gala du Libéraire

(Voir page 3)

A Pestalozzi Village d'enfants

Le Libéraire du 1^{er} octobre, rubrique Chez les autres reprend et commente la fin du reportage de Madeleine Jacob sur le village de Pestalozzi, village international d'orphelins de guerre, en Suisse.

Je rappelle les deux extraits cités et commentés par R. Cavanahie : « Ces gosses ne connaissent pas la haine. Bien sûr. Mais le jour où les enfants de Hambourg sont arrivés, on s'en fut en cortège pour les recevoir. Les plus grands parmi les plus petits de Pologne ont dit : Pas nous, nous n'irons pas. La Pologne martyre, dignement, le jour où Hambourg entrerait à Pestalozzi est restée chez elle. »

L'information est exacte. Elle est incomplète. Les orphelins polonais sont, au village, les plus atteints de tous, et tous ont été choisis parmi les plus atteints de chaque pays accueillis ici. Ces gosses ont subi bombardements, famine, etc., ils ont vu tuer, fusiller, pendre leurs parents. Plusieurs d'entre eux, alors âgés de neuf ans, dix ans, ont tiré sur l'occupant et tué. Il faut bien se représenter cela. Il y a, à la maison de Varsovie, des tableaux de l'un d'entre eux d'une grande valeur artistique, mais des tableaux de sauchemar par lesquels l'enfant se libère

du tragique dont il est marqué. Il faut comprendre ce qu'a été pour de tels enfants, le mot : « Allemands ». Le village accueille des enfants malheureux de tous pays, les enfants de Hambourg ont eu la même vie tragique : bombardements, famines, et parce qu'antiracistes parents fusillés, déportés en camp de concentration, etc...

Bien sûr l'arrivée prochaine des enfants de Hambourg posait bien des problèmes aux dirigeants du village. Les enfants de Varsovie refusent de les accueillir, terribles chocs en eux à la pensée que vont venir des Allemands. Les Allemands, pour eux, ce sont des hommes bottés, casqués, SS, il y a en eux un seul schéma allemand car ils n'ont connu que cela. Le plus terrible des enfants polonais annonce même fréquemment : « ...et je tuerai un de ces Allemands qui vont venir ». Au village, on le comprend car on connaît sa vie à Varsovie et on est inquiet. On organise l'arrivée, et il faudra occuper le Polonais, être toujours avec lui. Evidemment les choses, comme si souvent, se passent autrement. Il y a des imprévus, et brusquement, tard dans l'après-midi, on s'aperçoit de la disparition du Polonais. Emoi (Suite page 2, col. 2.)

ÉLECTIONS AUX U.S.A.



Liberté ! Liberté chérie !
Combats avec tes défenseurs...

L'heure est au tout ou rien

Toutes les mesures prises pour « stabiliser » les prix et maintenir entre eux et les salaires une certaine cohésion, s'avèrent ridiculement inefficaces — et il ne peut en être autrement. La légitimité du privilège patronal est cependant chaque jour plus discutée. Cette « évolution » est le corollaire d'une succession de victoires syndicales rapprochant, en apparence, le travailleur salarié de la gestion de l'entreprise. En fait, lorsque l'autorité du patron, du propriétaire, subit quelque entorse, soit par les comités d'entreprise, soit par les nationalisations ou autre réforme du même cru, ce n'est pas l'amélioration du sort du travailleur qui s'ensuit, mais une immixtion toujours plus grande de l'administration — de l'Etat — dans la gestion de l'économie. Il n'en résulte pas autre chose, le plus souvent, qu'un transfert d'autorité (celle-ci passant des mains du patronat aux griffes de l'Etat), et des complications nouvelles dans un mécanisme déjà fort complexe parce que conçu en dépit du bon sens.

L'économie n'y gagne rien, le travailleur non plus, qui voit se métamorphoser les institutions, et cela comme conséquence de son action, sans que son sort connaisse des changements heureux.

(Suite page 2, col. 6.)

Quelques précisions sur KARAGANDA

La Fédération Espagnole des Déportés et Internés Politiques se fait un devoir de dévoiler à l'opinion Publique Internationale, les fallacieux articles parus dans la revue soviétique « Temps Nouveaux » et dans le journal « Trud », organe des syndicats soviétiques. Ces articles n'ont trouvé dans la presse de divers pays que des échos ironiques, sauf, naturellement, en ce qui concerne les journaux soumis à la discipline du Kominform, qui, bien orchestrés, ont essayé de leur donner un caractère formel.

Si le but recherché par les journaux de l'U.R.S.S. et de ses satellites, était d'effectuer une manœuvre de diversion destinée à tromper les masses et organismes qui s'intéressent à cette question, ils ont échoué de façon aussi lamentable que ridicule.

Quoiqu'on possède le plus élémentaire bon sens s'aperçoit immédiatement, à la lecture de la « lettre des 47 Espagnols » publiée par le journal « Trud » du 19 août 1948, que le prétendu usage de « courtoisie » de la police soviétique, dont il s'agit, est en réalité, un acte de contrainte exercé sous une forme « opérante ».

Les contradictions relevées dans « Temps Nouveaux » sont absolument éclatantes. Il nous suffira de transcrire ici quelques paragraphes de leurs articles pour montrer combien fausses et tendancieuses sont leurs allégations :

(« Temps Nouveaux » n° 34 du 19 août 1948) « Tous les Espagnols espagnols en Union Soviétique, sont en liberté et l'ont toujours été. »

Et ailleurs :
« Un groupe de 47 Espagnols INTERNES par les autorités soviétiques au cours de la seconde guerre mondiale, sollicitait du gouvernement de l'U.R.S.S. l'autorisation de rester dans ce pays pour y vivre et travailler avec le peuple soviétique. » (« Trud » du 19 août 1948).

Indépendamment de la nette contradiction qui nous venons de mettre en évidence à l'aide des propres textes de la presse stalinienne, nous tenons à préciser que la lettre est signée par 29 Espagnols pris par l'Armée Rouge dans le secteur de Berlin en juin 1945, parmi lesquels se trouvent quelques requêtes de déportés, le plus grand nombre étant des travailleurs volontaires venus directement d'Espagne furent internés en U.R.S.S. dans le camp connu administrativement comme H. 7074. Le reste des signataires, sont 18 authentiques antifascistes anciens combattants et internés depuis juin 1941 au camp de « Kok-Meek ». Karaganda, qui, se trouvant être le plus jeune déporté de ce camp et guidé par le souci humanitaire légitime de sauver leur vie, s'il en est encore temps, n'ont eu qu'à choisir entre la soumission, l'« avis », la déportation à nouveau ou, pis, la perte de la vie.

Ces derniers mois, les autorités soviétiques, devant la grande campagne mondiale de protestation menée contre de tels procédés « concentrationnaires », prirent la décision de rassembler dans un camp dit « de transit » des environs d'Odessa, plusieurs dizaines de ces Espagnols internés dont 58 rescapés de Karaganda, pour lesquels la campagne ouverte par notre Fédération a été menée et doit se poursuivre dans toute son intensité.

Il restait donc quarante (40) des anciens internés de « Kok-Meek »-Karaganda qui, n'ayant pas voulu se plier aux diktats qu'on voulait leur imposer, NI BLANCHIR par un « aveu spontané », les bourreaux responsables de leur martyre, sont en grand danger et l'on s'apprête à inventer

Dans le métro

La Section de la C.N.T. de la Cité du Métropolitain est formée. Le dépôt de St-Maur invite les camarades des autres dépôts à se grouper également et à se mettre en rapport avec Boudot, 18 bis, avenue de l'Observatoire, à St-Maur-des-Fossés.

Est-il besoin de rappeler que devant les multiples trahisons des bouzes de la C.G.T. et C.G.T.-F.O., la C.N.T. offre un moyen sûr de lutte et d'organisation dont nous n'avons pas à souligner l'urgence. Les faits sont trop clairs pour qu'il soit nécessaire de les exposer, aucun de nous ne peut prétendre les ignorer.

Nous espérons que bientôt nous pourrions, avec l'appui de tous, entreprendre la résurrection du syndicalisme au sein de notre compagnie.

Cercle Libertaire des Etudiants

Sujet : L'HOMME MODERNE ET LES MYTHES

Jeu 11 novembre, 21 h. PRECISES, PALAIS DE LA MUTUALITE (petite entrée gauche).

POUR LA SALLE : Consulter le panneau d'affichage.

Le Gérant : M. JOYEUX.

Impr. Centr. du Croissant 19, r. du Croissant, Paris-20

Réunions Publiques et Contradictaires

1^{re} REGION

LILLE, 13, rue du Moulinet.

Dimanche 5 décembre, à 10 heures

La tragédie de l'antifascisme espagnol

KARAGANDA

Orateur : HOCHMEURANT

2^e REGION

PARIS-EST, salle des Prévoyants, 279, rue des Pyrénées.

Vendredi 19 novembre à 20 h. 30

Tout va mal. Que faire ?

Orateurs Eric ALBERT, FONTAINE

12^e REGION

MARSEILLE Fédération locale. Conférences publiques et contradictoires les 1^{er} et 3^e vendredis de chaque

des arguments pour justifier leur internement.

Devant cet état de choses, la F.E.D.I.P. lance un nouvel et pressant appel à tous ceux qui, conscients de leur devoir de solidarité humaine, entendent défendre les Droits de l'Homme afin qu'ils redoublent d'efforts et de dévouement pour obtenir des autorités de l'U.R.S.S. qu'elles rendent à nos compatriotes antifascistes la liberté totale en leur permettant de se rendre en France qui leur a offert hospitalité et sécurité ; cette décision du gouvernement français a été, en temps utile, communiquée officiellement au gouvernement de Moscou.

Nous demandons aussi que la Commission des Affaires Economiques et Sociales de l'O.N.U. qui, par ailleurs, a en main tous les éléments et documents justificatifs quant au bien-fondé de notre protestation, intervienne d'urgence pour prendre en charge la protection de ces Républiques espagnoles tant que la Commission des Droits de l'Homme dudit Organisme International ne sera pas qualifiée pour agir elle-même.

Pour la F.E.D.I.P.
Le Conseil National.

LA GRÈVE des mineurs

(Suite de la 1^{re} page)

Il est vrai que Staline, qui veut à tout prix ruiner l'économie de ce pays pour faire échec au plan Marshall, se sert du parti communiste et de la C.G.T. pour développer un plan de domination et de concurrence contre les Etats-Unis. Et cette évidence, qui n'échappe à personne, sauf aux travailleurs fanatisés ou trompés, dresse contre les grèves une bonne partie de l'opinion publique, même des ouvriers, qui autrement seraient favorables à ce mouvement.

Quand de justes revendications ne sont que les prétextes des ambitions russes ou américaines, il est évident que la plupart des gens ne voient que le jeu de l'impérialisme qui est derrière elles, et soient hostiles au mouvement qui s'en réclame.

Il faut, que la lutte ouvrière, que la révolution sociale soient l'œuvre des travailleurs, puisant en eux-mêmes leur inspiration, leurs directives, leurs mots d'ordre, leur organisation, et repoussant ceux qui leur parlent au nom du syndicat lorsqu'en réalité ils ne sont que les agents d'un parti qui fait son propre jeu ; d'un parti qui veut, par l'intermédiaire de l'Etat, devenir maître de toute la richesse sociale, et créer de nouveaux exploités qui ne seront plus patrons au sens traditionnel du mot, mais qui exploiteront autant, ou plus, que les patrons eux-mêmes.

Les luttes nouvelles

La lutte pour se libérer du patronat et de l'Etat doit continuer contre tous les partis qui défendent l'existence et l'ingérence du patronat et de l'Etat. Elle doit donc aussi avoir pour but de remplacer l'un et l'autre dans l'organisation de la vie économique, dans l'organisation du travail, de la production et de la distribution.

Nous avons exposé, dans notre dernier numéro, un plan de socialisation qui, avec les apports complémentaires que la pratique conseillera, doit mener à ces résultats.

Que les militants révolutionnaires non encore intoxiqués par les partis politiques, que ceux qui peuvent se désintoxiquer, que ceux qui peuvent s'arracher à l'opium du réformisme syndicaliste se mettent à l'ouvrage pour le réaliser. Il faut préparer la grève gestionnaire. Il faut préparer l'appropriation des mines par les mineurs. Il faut préparer l'organisation de la production par les producteurs et associations de producteurs en englobant dans cette dénomination générale les manuels et les techniciens. Il faut préparer les cadres de militants capables d'occuper les postes responsables. Il faut préparer l'organisation d'ensemble de la galerie, au puits, au département, à la région, à la nation. Il faut dresser les statistiques de la production. Il faut avoir le courage de prendre ses responsabilités directes, et non plus agir par personnes ou par partis interposés. Il faut préparer la révolution sociale.

Si les mineurs acquièrent cet état d'esprit et cette volonté d'action, la victoire du Gouvernement serait sa dernière victoire. Et même s'ils devaient être vaincus matériellement, ils seraient moralement vainqueurs, car ils auraient découvert, pour un proche avenir, le plus sûr chemin de leur libération.

Robert LEFRANC.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers

La terre aux paysans

La grève gestionnaire

LORSQU'EN octobre 1945 la Fédération Anarchiste prit aux épaules les ouvriers transformés en stakanovistes forcés par la propagande national-chauvine du parti communiste et les secourus d'importance pour leur montrer ce qu'il adviendrait d'eux s'ils persistaient dans cette voie, des délégués, non stalinisés rejoignirent les frachonistes pour se moquer des décisions « inconsidérées et puériles » prises par notre congrès constitutif de Paris en matière de grève insurrectionnelle et gestionnaire. Aujourd'hui les grèves — toutes les grèves — ayant échoué parce que ou partielles, ou corporatives et surtout sans buts révolutionnaires clairement énoncés, ces délégués de bonne foi se voient dans l'obligation de réviser leur position sous la pression des prolétaires qui, chassant les faux apôtres, les temporaires-conseillers comme les sombres crapules, renouent à toute activité ou se raccrochent désespérément à la seule notion saine de lutte révolutionnaire :

à savoir, la grève gestionnaire, défendue et popularisée par nous. Ils ont, maintenant, conscience qu'ils ne peuvent pas, non, pour NOS solutions. Jamais on n'a tant parlé de grève gestionnaire et de fédéralisme que ces derniers temps. Tous les hommes de bonne foi et de bonne volonté, tous les groupements indépendants et que n'obscurcissent pas de fausses philosophies sociales — par exemple le syndicat autonome des conducteurs du Métro, les minoritaires de la C.G.T.F.O., les autonomes de bien des corps de métier, les minoritaires de la C.G.T. (Livres), le mouvement populaire des familles, les « gauchistes »

de la C.F.T.C., etc., — reprennent les mots d'ordre anarchistes et les font leurs. Et ceci est un point énorme d'acquis. Ceci montre simplement aux sceptiques et aux curieux que notre influence grandit dans les masses, que notre système politique, économique et ethnique n'est plus considéré comme une utopie, que les anarchistes sont effectivement des gens sérieux avec qui il faut compter.

Souvenez-vous... Fin 1947, on lance la métallurgie dans la bagarre mais le bureau confédéral se garde bien de donner l'ordre de grève générale ; seuls marcheront les fédérations volontaires pour l'essai. Et l'on fait rentrer en proclamant bien haut que l'on est victorieux alors qu'en fait l'on est battu.

On se refuse dans le Livre, il y a un mois, de faire suivre par la Province le mouvement parisien de grève générale et l'on fait rentrer les syndiqués sans que ceux-ci aient obtenu d'accords nationaux et sans que certaines branches, dans la bagarre, aient eu satisfaction, d'où mécontentement profond même chez les vainqueurs.

Chez les mineurs enfin, alors qu'au bout de 15 jours de lutte on se rend compte que LE GOUVERNEMENT NE CEDERA PAS, on se contente d'appeler les autres corporations au soutien financier des grévistes (et l'on sait que celui-ci sera minime : 70 collectes font 200 fr. par tête de pipe), on au gardiennage des Poulbots des cornes mais on se refuse de laisser débayer métallurgistes, cheminots, postiers, etc., prêts à l'action ; alors que

l'on sait pouvoir faire triompher le mouvement mineur en l'étendant aux autres fédérations d'industrie, à l'ensemble de la classe ouvrière.

*

Et ceci se traduit par un certain nombre d'absurdités, de contresens, d'aveux « spontanés » fleurant à plein la trahison au 27^e congrès de la C.G.T. Par exemple :

« Rien ne serait aussi désastreux pour les travailleurs que de s'engager dans la grève générale », a dit Lunet.

« Avec sagesse, les responsables des cheminots ont ordonné la reprise du travail pour ne pas déclencher la grève générale » surenchérit Drouart ;

« Les camarades qui ne voient que la grève générale feront davantage pour la triomphe des revendications ouvrières s'ils savent organiser la lutte et l'unité dans leur propre secteur » affirme enfin Frachon et d'ajouter aussitôt (après le conseil la menace qui annonce l'épuration parmi les syndicalistes — pourtant triés sur le volet — délégués au Congrès et le sabotage des grèves en cours) « N'avez-vous pas remarqué qu'on trouve beaucoup de tartarins de la grève générale parmi ceux qui se sont spécialisés dans le rôle de briseurs de grève ? » C'est au nom de tels principes, d'une telle tactique, prônée déjà par Jacques Duclos en 1946. « Ceux qui parlent de grève générale sont des imbéciles » que les mineurs devront leur défaite, que les métallurgistes ont voté la grève de 24 heures et non la grève générale, que les cheminots sont rentrés dans la rang

après avoir déclaré vouloir appuyer par TOUS LES MOYENS les travailleurs du sous-sol.

Pourquoi donc les papes de la C.G.T. et leurs acolytes du P.C.F. ne veulent-ils pas de grève générale ? Pourquoi ne font-ils pas de décrocher ici pour ensuite attaquer plus loin ? Parce qu'ils ne sont pas sûrs de pouvoir tenir les travailleurs sur les voies tracées par le Kremlin, parce que plus agents d'un impérialisme machiavélique que militants et responsables ouvriers œuvrant pour la libération de la classe qu'ils prétendent défendre. Parce que surtout se sentant incapables, dans les circonstances présentes, de remplacer le gouvernement existant par un gouvernement où ne rentreraient que des ministres « démocrates ».

La classe ouvrière n'est pas mûre pour la révolution sociale, déclarent fréquemment les moins virulents de nos contradicteurs. Et de broder sur des expériences personnelles, ou, propagandistes acharnés d'un changement social — qu'ils disent — ils se sont heurtés à l'apathie des masses, que dis-je, de leurs meilleurs camarades qu'ils désespèrent de convaincre et d'amener à une compréhension plus saine de la chose révolutionnaire. Et de lever les bras au ciel, de verser un pleur théâtral en disant : « Ah, s'il n'y avait que nous !... » Ce qu'ils oublient de rechercher ces « bons » camarades, ces « révolutionnaires » incompris, ces guides éclairés, ce sont les raisons de la désaffection ouvrière, le pourquoi et le comment de ce fatalisme qui, s'il venait à se généraliser, serait la pâte idéale pour le pain des dictateurs. D'un clan ou d'un parti. Qui ! Il en est encore qui s'étonnent de cette apathie alors que les partis dits ouvriers et les centrales dites syndicales n'ont fait que tromper systématiquement, n'ont développé pendant toutes ces années que fausses promesses, discours verbeux et démagogiques, n'ont cherché que l'aliénation ouvrière au nom d'une idéologie inhumaine !

Ils ont tout fait pour décevoir les exploités et leurs disciples, s'étonnent de ne pas assister à une levée de boucliers, à une révolte spontanée des cobayes lorsque les exploitateurs attaquent en force ! Ne vous en prenez qu'à vous-mêmes, messieurs. Bâtonnez votre couleuvre mais n'accusez surtout pas ceux que vous avez abusés au point de n'en faire plus que des robots.

Le peuple n'est pas mûr pour la révolution sociale ? Qu'en savez-vous ? Proposez aux exploités, la grève générale pour régler une fois pour toute la question sociale, sans réticences et sans limites au lieu de les engager dans une bataille de marchands de tapis, pour une amélioration de salaire, le respect de la loi de 40 heures, la stabilisation des prix et du franc, l'abolition des zones et l'établissement de l'échelle mobile et vous les verrez sortir de leur torpeur, faire la révolution.

*

« Etes-vous certains que la grève générale illimitée et gestionnaire ne profiterait pas finalement aux communistes », nous disent encore certains roués coupeurs de cheveux en quatre et grands tacticiens en chambre. « Votre petit nombre ne vous permet pas encore d'orienter un mouvement aussi profond et complet qu'une grève de cette nature. Ne poussez donc pas les masses à la grève, un mouvement qui finalement se retournerait contre vous et contre toute la classe ouvrière. »

Le danger ne nous a pas échappé. Bien qu'adversaires de la grève générale et encore plus de la grève gestionnaire, les communistes sont très capables, voyant sa réussite, de fonder POUR CONTRE. Et de surenchériser en prenant la tête du mouvement comme ce fut le cas chez Renault en mai 47.

Devons-nous, sous l'effet de cette menace, abandonner notre action, ne plus parler de grève générale, de grève gestionnaire, voire même de grève partielle ? En somme, faire nos petits F.O. et astiquer — corollaire logique — les bottines et les Chryslers des nouveaux et anciens maîtres ? Ce serait absurde, lâche, criminel et c'est ne pas nous connaître que nous conseiller une semblable tactique. Partout où il y a une bataille, il y a des anarchistes ; il DOIT y avoir des anarchistes. NOUS DEVONS ETRE PRESENTS PARTOUT. ET PARTOUT NOUS DEVONS ALLER A LA BATAILLE EN NOUS SITUANT VIS-A-VIS DES AUTRES GROUPEMENTS. Et partout, en cas de grève gestionnaire, nous nous devons de dire ce qu'est la grève gestionnaire, LA GREVE ANARCHISTE, la prise de possession des instruments de travail et remise en route des usines et bureaux ou de l'exploitation des champs par les ouvriers et les paysans maîtres enfin de leur destinée et des produits de leur travail, sous le contrôle de conseils de gestion fédérés localement, régionalement et nationalement.

Populariser la grève gestionnaire reste bien la tâche essentielle de nos militants.

J. BOUCHER.

EN MARGE DE LA LUTTE DES MINEURS

Hier et aujourd'hui

Will Lawther est aujourd'hui le chef des mineurs anglais : un monsieur aux mains molles et blanches. C'est lui qui, au nom de l'efficacité des nationalisations, traite de « saboteurs », de « paresseux » et de « criminels » les hommes des puits qui usent du plus imprescriptible droit du salarié : le droit de rester chez soi lorsqu'on est malade ; le droit d'aller se promener lorsqu'on en a assez de ramper sous la terre, qu'il faut perdre son salaire quotidien ; enfin, le droit de faire grève pour obtenir collectivement pittance et loisir.

Il y a trente-cinq ans, Will Lawther la gueule-noire tenait un autre langage.

Toutes les putains ont été pucelles un jour. De même tous les bonzes syndicaux ont commencé par être ouvriers ; et, souvent même, par être révolutionnaires. Dans le numéro de février 1913 du journal anarchiste *The Herald of Revolt*, que dirigeait Guy A. Aldred, un nommé Will Lawther, mineur de fond, membre de l'Association des mineurs de Durham, faisait d'excellentes réflexions. Offrons-les à Will Lawther l'arrivé, et à ceux de ses émules français qui prennent position pour Jules Moch et pour les C.R.S., dans l'actuelle bataille des mineurs !

« Les gens qui pensent savoir ce qu'est la vie quotidienne du mineur, et qui n'ont pas mené cette vie pendant trente ans, ne doivent pas s'offenser quand on leur dit la vérité. Nous qui menons cette vie, nous savons ce que c'est que de gratter d'un bout de l'an à l'autre et n'avoir rien à montrer le 31 décembre, qu'un peu plus de pauvreté au logis. Et d'avoir, peut-être, un camarade de moins qui a perdu sa vie dans la mine. Nous devons montrer, non seulement aux fonctionnaires payés par les syndicats, mais

à la civilisation entière, s'il le faut, que nous ne sommes pas satisfaits.

« Nous pensons que, durant la saison prochaine, l'esprit de révolte, d'action directe, de désobéissance aux « chefs », se répandra. Le règne de l'oppression et de la tyrannie s'établira dans les mines, par le développement de la machine et de la concentration ; mais la riposte s'apprête.

« C'est là un facteur que beaucoup méconnaissent ; mais, de même qu'il a réveillé les masses, il réveillera celui qui suit la masse — ce qui est la fonction du « chef » ; car le « chef » prendra toujours un bout du bâton, si, par là, il peut résoudre son propre aspect du problème économique.

« Les idées de la révolution sociale et industrielle ne naissent pas toutes seules dans la cervelle des hommes, comme si elles tombaient du ciel ; elles résultent du mode de production, et les hommes les adoptent. Il en est ainsi de l'idée d'action directe, de révolte ouverte contre le capitalisme (y compris tous les instruments du régime, tels que les parlementaires, les prêtres et les bureaucrates, syndicaux). Elle résulte des conditions existantes. Celui qui n'a rien à perdre, qu'un travail facile et bien rémunéré, ne luttera pas pour le renversement du régime (sauf en période électorale, pour se hisser sur le dos de l'ouvrier). A toi, qui es comme moi, l'esclave de la lampe et du pic, je fais appel pour mener la lutte. N'attends pas qu'un « chef » te montre le chemin !

« Le temps est plus que mûr, pour un changement de tactique. Accomplis toi-même ce changement. Tu es capable de penser par toi-même. Pense donc ; et agit ; car c'est ainsi que ta liberté sera sauvegardée de toute tyrannie. »

Communiqué par CRIA

L'affaire Seznec

(Suite de la 1^{re} page)

Etrange justice que celle rendue par des jurés négligeant la disparition d'une pièce importante, le dossier de « Plourico ». Etrange magistrature en vérité que celle qui fut chargée d'instruire et de présider les débats et qui couvrit d'une hermine délavée cet étrange procès.

Innocent ou coupable, la justice des hommes a envoyé au bagne un homme sans que la preuve irréfutable de son crime soit faite. La conscience du juge Hervé a parlé. Celle de ses supérieurs s'est allégrement accommodée du doute. Il n'apparaît pas que le fantôme du bagne blanchi soit venu troubler leur quiétude. Ils ont continué leur métier, c'est-à-dire ils ont continué d'octroyer des années de prison avec probabilité autant de discernement, au « gibier » qui

s'est présenté à portée de leurs griffes. Aujourd'hui, la justice avec un grand J, le corps « vénérable », « intègre » gardien de la « morale », défenseur du « droit » applique la solidarité de caste avec les juges de Quimper, s'efforce de jeter un voile pudique sur l'attitude de ses prédécesseurs, s'ingénie à les couvrir, à retarder le moment où ce voile se déchirant, montrera cette justice couverte de sa crasse.

Magistrature debout ! magistrature assise ! autant de termes de métier qui mériteraient d'être remplacés par ceux de magistrature à genoux devant les nécessités de son infailibilité, magistrature à plat ventre devant les respectabilités locales, magistrature rongée par la crainte, toujours prête à se prostituer au plus fort. Magistrature de faiblesse, de lâcheté.

Magistrature qui condamne Seznec sans preuves. Magistrature qui, depuis quarante ans frappe avec brio tous les lampistes qui lui sont amenés.

Magistrature grimaçant de plaisir en appliquant les lois antitournoires de Dadaïer en 1939.

Magistrature condamnant le même

INTERNATIONALE DES JEUNES CONTRE LA GUERRE
Réunion publique et contradictoire
SOCIETES SAVANTES
8, rue Danton - Métro Odéon
SALLE D
Vendredi 12 novembre
HALTE A LA GUERRE !
à 20 h. 30

Orateur : Pierre BATAILLE
du front universitaire de Marseille

Dadaïer (les temps avaient changé) en 1942.

Magistrature de circonstance, sensible au milieu social, à l'atmosphère politique, qui semble avoir oublié jusqu'au souvenir de Mathieu Molé.

Magistrature qui ne semble retrouver de la vigueur que pour protéger une infailibilité en haillons.

Justice des hommes exercée par d'autres hommes, en faveur d'une législation et d'une morale d'oppression. Justice de caste plus encore que justice de classe. Justice qui n'impose plus que la crainte à l'innocent et l'espoir à la fripouille.

Un joli morceau d'architecture désuète à livrer au plus tôt au pic des démolisseurs.

JOYEUX.

C. N. T.

38, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-IX^e
Permanence tous les jours
de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 heures,
sauf le dimanche

Pour tout ce qui concerne « Le Combat Syndicaliste », envoyer maintenant les fonds à Joulain Robert, 75, rue du Poteau, Paris (XX^e), C.C.P. 5283-21.

Trésorerie. — Tous les envois de fonds pour la C.N.T. doivent se faire maintenant à Doussot René, 9, avenue de la Porte-Clichoncourt, Paris (18^e). Compte courant postal : 5046-35.

Syndicat des Travailleurs de l'Etat, de Brest. — Nous demandons instamment aux syndicats des travailleurs de l'Etat C.N.T., de se mettre en contact avec celui de Brest, afin de coordonner les revendications de notre corporation. Ecrire d'urgence à Le Lann Auguste, Kergaradec, Gouesnou (Finistère).

18^e U.R.
Lille. — Permanence pour les syndicats 138 U.R., Textile, Inter corporatif, tous les samedis, de 18 à 20 h., 13, rue du Molinel, à Lille.